

## De nouveaux consommateurs ?

Jean Roch\*

L'Afrique subsaharienne (1) apparaît comme la région par excellence des pénuries en tous genres, quand il ne s'agit pas des famines et des endémies dévastatrices. L'évolution récente, depuis la crise de la dette, accentuée, s'il est possible, cette image d'un continent à l'écart de la société de consommation soumis à l'insécurité permanente, y compris dans la satisfaction des besoins les plus élémentaires.

Image exacte ou image déformante d'une réalité que personne ne connaît vraiment, faute de l'information minimale qui permette d'en juger ? Pour approcher cette terre inconnue des consommations africaines, il est déjà possible de recourir aux indicateurs de revenu et de dépense qui donnent la mesure des possibilités et des limites du pouvoir d'achat local. Il importe ensuite d'analyser les grands traits de l'évolution depuis trente ans qui ont contribué à modifier l'ancien ordre des choses. Il convient enfin d'esquisser les grandes lignes de ce que pourraient être les nouveaux modèles de consommation actuellement contrariés par l'insuffisance chronique des revenus.

**Afrique  
contemporaine**  
Numéro spécial  
4<sup>e</sup> trimestre 1992

permanences  
et mutations

59

### Les constantes de la sous-consommation dans l'Afrique subsaharienne

La mesure du sous-développement  
des consommations en Afrique

#### L'écart entre les besoins et la demande solvable

La société africaine présente la contre-image de la société de consommation décrite par Jean Baudrillard. Un exemple caricatural en est offert par l'observation, en 1991, du magasin Score de Brazzaville, le seul et unique supermarché moderne de la capitale congolaise. L'essentiel de la clientèle y est composée des Européens expatriés, des couples mixtes et de quelques Congolais appartenant à la nomenclature locale. Quant aux Brazzavillois ordinaires, nombreux à déambuler dans la grande surface, ils y viennent se divertir et se rafraîchir (le magasin est climatisé), sans acheter le plus souvent, sinon quelque savon de ménage ou boîte de sardines, ce qui donne l'illusion de participer à la fête de la consommation. On retrouvera partout, avec quelques nuances, ce schéma d'exclusion dans les villes africaines.

\* ORSTOM.

(1) À l'exclusion de l'Afrique du Sud. Abréviation utilisée dans la suite du document : ASS.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 38694

B

10 DEC. 1992

Bien entendu, les Africains achètent ailleurs, sur les marchés, les bords de route et dans les boutiques de quartier, mais la majorité des chercheurs ne peuvent guère apprécier le niveau et l'éventail des achats qui s'y effectuent, faute tout simplement de les fréquenter. Par ailleurs, le phénomène d'autoconsommation échappe partout à la mesure, sauf à l'évaluer grossièrement par défaut, à la manière du secteur informel, par solde à partir des agrégats de la comptabilité nationale. Il existe pourtant quelques indicateurs appropriés pour évaluer le pouvoir d'achat et l'orientation des consommations des ménages en Afrique subsaharienne. Tout d'abord, la faiblesse générale du revenu oblige les consommateurs à exercer un difficile arbitrage parmi les besoins essentiels, à choisir entre la nourriture, le vêtement ou l'éducation élémentaire.

En 1989 (2), le revenu annuel par tête de l'Afrique subsaharienne s'établit à 340 dollars (56 fois moins que celui des pays de l'OCDE), contre 411 dollars en 1979. La perte de revenu dépasse donc 20 % en dollars courants et beaucoup plus encore en pouvoir d'achat. Sur la longue période, l'écart de niveau de vie entre les ménages de l'Afrique subsaharienne et ceux des pays les plus riches s'est encore creusé, comme en témoignent les données du tableau suivant.

**Tableau 1**  
**Évolution comparée du produit intérieur brut**  
**en Afrique subsaharienne**  
**et dans les pays de l'OCDE**  
**(en millions de dollars courants)**

	1965	1989	Évolution 1989/1965
<b>Pays de l'ASS</b>	29 120	161 820	5,6 fois plus
<b>Pays de l'OCDE</b>	1 389 560	14 292 220	10,3 fois plus

Source : Banque mondiale, 1991.

Encore cette comparaison avantage-t-elle l'Afrique, puisqu'elle ne rend compte ni des différences de croissance démographique, ni de l'inflation.

### **La stabilité de la structure de la demande**

Aujourd'hui comme hier, les trois quarts du produit intérieur brut de l'Afrique subsaharienne demeurent affectés à la consommation privée. Ce rapport reste sensiblement supérieur à celui des pays de l'OCDE, où la part des ménages s'élève à 61 % en 1989 comme en 1965 (2).

### **La prépondérance de la consommation alimentaire dans la dépense des ménages : la loi d'Engel vérifiée**

La loi, établie par le statisticien Engel, démontre que la part consacrée à l'alimentation dans le budget des ménages décroît avec l'augmentation du revenu. Cette caractéristique, toujours vérifiée, constitue un excellent indicateur de niveau de vie. Le tableau suivant traduit le maintien du sous-développement des consommations en Afrique subsaharienne.

(2) Banque mondiale, 1991.

**Tableau 2**  
**La part de l'alimentation dans la consommation**  
**en Afrique subsaharienne**  
**et dans les pays développés**

	Pays à faible revenu	Pays à revenu intermédiaire	Pays à revenu élevé (OCDE)
<b>Pourcentage de la consommation alimentaire dans la consommation totale</b>	37 à 64 % (dont groupe - le plus nombreux : 50 à 60 %)	23 à 51 % (dont groupe le plus nombreux : 30 à 40 %)	11 à 24 % (dont groupe le plus nombreux : 10 à 20 %)

La majorité des ménages en ASS consacre toujours plus de la moitié et parfois les deux tiers de leur budget à la nourriture, soit le triple des normes observées dans les pays les plus riches.

**Afrique  
contemporaine**  
 Numéro spécial  
 4<sup>e</sup> trimestre 1992

permanences  
 et mutations

61

### Les mécanismes de reproduction de la sous-consommation en ASS

Les préférences qui s'affirment à travers l'orientation de la dépense des ménages correspondent, pour la plupart, à l'obligation de couvrir ce que la Banque mondiale qualifie de « besoins essentiels », notamment les dépenses incompressibles de nourriture et d'habillement. Or, plusieurs caractéristiques « anciennes » de la société africaine continuent à opérer pour maintenir les consommateurs dans l'incapacité de dépasser (et souvent même d'atteindre) ce niveau du besoin essentiel. Il convient donc de rappeler les facteurs les plus représentatifs d'un tel piétinement.

### La récurrence des catastrophes naturelles et sociales

Les sécheresses, les attaques de prédateurs sur les récoltes, d'une part, les guerres civiles et l'instabilité des cours des produits d'exportation, d'autre part, contribuent à expliquer l'insécurité et la stagnation de la consommation en ASS. Ainsi, on peut comprendre quelques-unes des manifestations de la régression actuelle, telles que la dépendance alimentaire par le besoin croissant d'achats extérieurs, l'endettement accru et l'insolvabilité générale de l'État et des ménages qui ont perdu toute souveraineté pour le premier et toute sécurité pour les seconds.

### La poursuite du modèle néo-colonial de croissance

Celui-ci (3) se caractérise par la production extensive de biens primaires pour l'exportation, sans amélioration de la productivité, dans un contexte aggravé en dernière période par l'effondrement des prix et du niveau de vie.

(3) Duruflé, 1988.

L'Afrique n'a pas fait sa révolution verte et représente un cas particulier, même au sein des pays en développement, avec des rendements agricoles d'un autre âge, souvent inférieurs à une tonne en moyenne par hectare. Ce fait, joint à une démographie galopante, aboutit au constat décourageant qu'entre 1971 et 1984 « en Afrique, la consommation n'a progressé que de 2,6 % par an, ce qui est inférieur au taux annuel d'accroissement de la population qui atteint 2,8 % pour la région » (4). En clair, le pouvoir d'achat régresse dans la période récente, malgré de brèves périodes, comme celle de 1975-1978, où la flambée des cours a permis un progrès aussi spectaculaire que bref de la dépense publique comme des consommations privées dans quelques grands pays exportateurs.

### La saisonnalité du cycle de l'argent et de la dépense en Afrique de l'Ouest

Cette caractéristique, liée au calendrier de commercialisation des principales cultures de rente (café, cacao, arachide...), se lit dans les statistiques de la BCEAO (5). Les financements des campagnes agricoles débutent en fin d'année et connaissent leur maximum en mars de l'année suivante avec un minimum en septembre. La grande amplitude des fluctuations est une vieille constante qui perdure aujourd'hui en ASS.

**Tableau 3**  
**Évolution des crédits de campagne**  
**dans les pays de l'UMOA**  
**(en milliards FCFA)**

	1982	1983	1984	1985	1986
<b>Mars (mois le plus fort)</b>	254	269	185	266	329
<b>Septembre (mois le plus faible)</b>	115	102	90	151	165
<b>Ecart septembre/mars</b>	- 43 %	- 40 %	- 51 %	- 43 %	- 49 %

La contraction annuelle des crédits de campagne est de l'ordre de 40 à 50 %, confirme le maintien des caractéristiques relevées par la BCEAO dans les années 1960 (6), observant les variations saisonnières de la circulation fiduciaire (7), comme « la conséquence du rythme d'activité d'économies reposant sur la commercialisation en une même récolte annuelle de produits agricoles : arachide, café, coton, cacao » ; la BCEAO élargissait son analyse dans les termes suivants, qui restent valables aujourd'hui : d'une part, les coefficients de variation saisonnière de la circulation fiduciaire restent semblables à ceux observés avant l'indépendance, soit 37 % entre 1945 et 1958 pour l'AOF-Togo et 37 % également entre 1962 et 1968 ; d'autre part « ce cycle de la pluie et de l'argent, toujours aussi fort », tend à prouver que « l'évolution économique de l'Ouest africain... est marquée davantage par le développement que par la diversification des productions ».

À revenu saisonnier, consommations également saisonnières, avec les conséquences que l'on connaît, dont les deux fléaux qui frappent régulièrement les pays sahéliens : la soudure et l'usure qui enferment les ruraux dans le cycle annuel de la sous-consommation, du désinvestissement (gages et ventes de matériel

(4) Banque mondiale, 1986.

(5) BCEAO, statistiques UMOA.

(6) BCEAO, 1969.

(7) Billets et monnaie en circulation.

à vil prix), de l'endettement et du rachat à des prix prohibitifs de leur propre nourriture. Ainsi, il est fréquent que les paysans sahéliens rachètent en saison sèche les céréales au triple du prix auquel ils les avaient vendues à la récolte quelques mois plus tôt afin d'obtenir des liquidités.

La situation chronique de sous-consommation trouve donc de solides racines dans les conditions techniques et sociales inchangées propres à la région.

### **La force des contraintes écologiques**

L'opposition traditionnelle entre savane et forêt distingue toujours les zones d'agriculture précaire et les consommateurs de céréales d'une part et celles d'agriculture pérenne et des consommateurs de tubercules et de plantain d'autre part.

Cette dualité, malgré les emprunts réciproques activés par les migrations, reproduit la hiérarchie des deux mondes de la sous-consommation africaine : celui des plus pauvres de l'Afrique sèche, la zone des famines popularisées par les médias par opposition aux consommateurs de l'Afrique forestière à meilleur standing. Le positionnement de chacun des deux groupes dans des tranches de revenus différentes, selon les classifications de la Banque mondiale, valide l'hypothèse de la reconduction de cette ancienne différenciation.

**Afrique  
contemporaine**  
Numéro spécial  
4<sup>e</sup> trimestre 1992

permanences  
et mutations

63

## **Mutations et innovations : l'émergence des nouvelles consommations**

La stagnation, à un très bas niveau, du pouvoir d'achat africain ne contredit pourtant pas la réalité des changements irréversibles des trente dernières années, qu'il s'agisse de l'expansion en valeur du marché ou de la modification des modes de vie. De nombreux signes indiquent que cet affrontement entre l'ancien et le nouvel ordre trouve son terrain le plus dur dans le domaine de la consommation : les émeutes de la faim à la suite des hausses de prix décidées en application des politiques de réduction de la demande dans le cadre de l'ajustement structurel, les pillages des magasins et des résidences des beaux quartiers, la promotion d'un commerce hors-la-loi et hors taxes, l'affirmation d'un nouveau style de vie par l'excentricité du vêtement ou de la coiffure, etc.

### **Les nouveaux consommateurs urbains**

Il y a moins d'un demi-siècle, les villes constituaient l'exception en Afrique, alors que près d'une personne sur trois vit désormais dans des agglomérations de plus de 5 000 habitants, avec dix villes millionnaires en 1980 contre une seule en 1960. De plus, les villes coloniales n'étaient pas construites pour les Africains qui y vivaient, comme en témoigne encore aujourd'hui, l'apparence du vieux noyau urbain des grandes cités d'Afrique de l'Ouest, le « Plateau », enclave commerciale et résidentielle européenne.

Aujourd'hui, les Africains sont non seulement plus nombreux à résider en ville, mais beaucoup sont des « natifs » qui n'ont connu qu'elle et se la sont appropriée. Tout ce mouvement a bouleversé la physionomie générale des consommations. Les ménages achètent massivement des produits manufacturés de toutes origines : alimentation industrielle, prêt-à-porter et mode, équipement ménager, automobiles, parc immobilier qui rompt totalement avec l'ancien habitat, etc. La consom-

mation privée trouve un soutien important dans la dépense publique qu'il s'agisse de l'entretien courant de la cité (voirie, transports, services publics...) ou de la participation aux consommations collectives (enseignement, santé publique...).

## L'ouverture de l'éventail des revenus et les changements dans la répartition

Si le marché africain s'est développé par la croissance même de la population et le processus d'urbanisation, il s'est également diversifié par l'émergence, au moins dans les pays ayant connu des périodes de prospérité (comme la Côte-d'Ivoire), d'une classe sociale à hauts revenus. Par suite les comportements de consommation ont évolué, sous l'effet notamment de deux circonstances. En premier lieu, il existe désormais un groupe mal connu, mais en augmentation, de consommateurs africains aisés, voire très riches : c'est le groupe composite des nouvelles bourgeoisies africaines, celui des opérateurs privés qui, par mérite et/ou par influence, ont pris la place autrefois confisquée par les Européens pendant la colonisation : gros planteurs, commerçants transporteurs ; celui aussi des nouveaux entrepreneurs dans les métiers modernes des services (banque, assurance, informatique...) ; celui enfin de la classe dirigeante et de la haute fonction publique.

D'un autre côté, la crise sociale qui a éclaté à la fin des années 1970, a profondément affecté la répartition des revenus dans la dernière période. Ainsi, Duruflé (8) observait en 1978 la concentration régulièrement croissante du revenu monétaire en Côte-d'Ivoire, mais aussi l'apparition d'une couche de revenus dont la situation s'était fortement dégradée depuis 1963, ainsi que la détérioration rapide des revenus du secteur informel (9) depuis le début de la crise.

Cet élargissement des différences sociales induit naturellement un éclatement des niveaux de consommation, comme le démontre très clairement les enquêtes récentes faites à Abidjan. Ainsi, en 1978, les ménages dont la dépense hebdomadaire se situe entre 5 000 et 7 500 FCFA (niveau équivalent à la possibilité de dépense d'un smicard ivoirien) consacrent 64 % de leur budget à l'alimentation, alors que cette part tombe à 31 % pour les ménages aisés (ceux dont la dépense hebdomadaire dépasse 40 000 FCFA).

## L'effondrement de l'emploi et des revenus depuis la crise de la fin des années soixante-dix

L'entrée de l'Afrique subsaharienne dans une crise durable a certainement modifié significativement le niveau de vie des populations, avec des infléchissements des consommations qui restent à analyser. Nous citerons seulement deux des conséquences possibles de cette nouvelle donne. La première concerne les issues possibles de l'impasse qui résulte de l'effondrement des revenus des ménages africains : soit l'exclusion durable de la majorité de l'accès à la consommation moderne, soit le maintien relatif du train de vie antérieur, mais au prix d'une réorganisation des solidarités familiales et traditionnelles, soit la sortie de crise par la reprise éventuelle de la croissance dans les pays développés, qui conditionne les possibilités d'amélioration des revenus africains, compte tenu du caractère extraverti des économies locales.

(8) Duruflé, 1984.

(9) D'après un calcul par solde.

Une deuxième éventualité, rarement évoquée quoique plausible, est celle de l'incapacité de l'Afrique à continuer d'assurer le maintien en fonctionnement des villes. Plusieurs signes témoignent de la réalité du danger, tels que l'état de la ville neuve de Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire ou le fonctionnement intermittent des grands services publics (eau, électricité, nettoyage et entretien courant...) dans de nombreuses villes naguère prospères. Il n'est donc pas exclu qu'on se dirige vers une situation nouvelle et pleine de dangers, où la ville elle-même ne pourrait plus assurer les consommations publiques et privées les plus élémentaires dans les conditions normales assurées jusqu'ici.

Les mêmes constats peuvent s'appliquer à la désorganisation accélérée, par les mesures d'ajustement structurel, des secteurs de la santé et de l'éducation.

## Les milieux de l'innovation

L'attention se porte généralement sur les comportements mimétiques et d'acculturation, tels qu'ils se manifestent dans le train de vie des bourgeoisies noires qui participent pleinement à la société de consommation : villas, voitures, vêtements coûteux, loisirs de haute classe, voyages à l'étranger, etc. Cet étalage au sein d'un monde de privations et de frustrations donne lieu à des tensions sociales de plus en plus fortes.

Il existe heureusement des conduites plus positives, et sans doute plus représentatives, qui sont le fait de groupes innovateurs, notamment les jeunes citadins et les femmes de la nouvelle génération. Ce sont eux notamment qui contribuent à l'expression des nouveaux comportements, qui rompent avec l'imitation et semblent manifester, bien au contraire, la recherche d'un principe de plaisir et d'une consommation à l'africaine, originale et décomplexée. Leurs modèles s'inspirent de toute autre chose que de la copie servile des comportements supposés de l'Occident, avec des emprunts aussi bien à la tradition africaine qu'aux cultures noires de la diaspora. Pour les jeunes, c'est le modèle « black » des États-Unis ou de la Jamaïque, qui se manifeste par les choix musicaux, le vêtement ou la coiffure (les « rasta » et autres coupes de cheveux à la Carl Lewis). Chez les femmes, apparaît un style entièrement nouveau de la femme africaine, qui cherche son inspiration tant chez la Noire américaine qu'aux Antilles, mais aussi dans sa propre tradition (tressage, réhabilitation du tissu pagne, du bijou traditionnel, etc.).

Ce phénomène contribue à l'expansion de toute une gamme de produits et d'activités d'un nouveau genre, créés par l'esprit d'innovation des jeunes et des femmes. On le voit bien dans l'apparition des commerces de haute couture et de prêt-à-porter africains, les salons de coiffure et d'esthétique (tressage, cosmétiques), les bijouteries africaines, la floraison d'une publicité et d'une presse spécifiques. Ces nouvelles activités présentent un intérêt économique de première importance, comme elles expriment aussi l'émergence spectaculaire de styles de vie nouveaux, authentiquement africains, car construits de toutes pièces par ces groupes d'innovation, qui se démarquent aussi bien de la tradition que de l'imitation de l'Occident, quoiqu'ils leur empruntent à chacun ce qui leur convient.

Moins spectaculaires, mais plus importantes encore, sont les recompositions qui s'expriment par le regain de dynamisme du secteur informel, sous l'empire de la contrainte, pour satisfaire la demande des consommateurs appauvris par la crise : production artisanale à faibles marges, avec une évasion fiscale tolérée, copies, recyclages et contrefaçons (friperie, mécanique de la récupération...), tout un monde d'inventions et d'expédients imaginés par la société civile africaine en voie d'émancipation.

**Afrique  
contemporaine**  
Numéro spécial  
4<sup>e</sup> trimestre 1992

permanences  
et mutations

65

## L'ébauche contrariée d'un modèle africain de consommation

La faiblesse et l'instabilité du pouvoir d'achat, jointes à la vieille ignorance des comportements catégoriels laissent ouverte la question de l'émergence éventuelle d'un modèle de consommation propre à l'Afrique subsaharienne.

Quelques indications permettent cependant d'éclairer le sens et la nature des évolutions qui ont transformé les comportements et les attentes des consommateurs ainsi que des mutations en cours qui vont substantiellement les modifier dans le proche avenir.

### Les points de rupture de l'ancien ordre africain des consommations et l'évolution contrariée par la crise

La croissance démographique, l'urbanisation, le désenclavement de l'intérieur ainsi que les progrès de la monétarisation des économies africaines ont rendu irréversibles les changements de comportement des consommateurs. L'ancien système de la traite, qui n'offrait saisonnièrement qu'une gamme limitée de produits destinés, pour l'essentiel, à une clientèle rurale, pauvre et tournée vers l'autoconsommation, a vécu.

La banalisation du marché africain s'accompagne ainsi de la disparition prévisible de la vieille opposition entre la ville, qui consomme par la dépense, et la brousse, fermée sur elle-même dans le cercle de l'autosubsistance. Mais la crise actuelle contrarie cette évolution, par la chute brutale du pouvoir d'achat des ménages et l'effondrement de la demande publique. Les fonctions de régulation et de redistribution, naguère exercées tant bien que mal par l'État, en sont affectées, alors que les consommations collectives de première nécessité, comme l'éducation et la santé, régressent sévèrement.

### Vers quel(s) modèle(s) de consommation en Afrique subsaharienne ?

Trois grandes lignes intellectuelles déterminent les diverses interprétations sur l'allure des comportements de consommation en Afrique. Pour les uns, celle-ci demeure sous l'emprise de la tradition et de la coutume, où l'ancien est reproduit de façon élargie et dégradée. C'est la représentation d'une société à dominante rurale pauvre, sans classe moyenne et à l'urbanisation manquée. Pour d'autres, la force de la nécessité conduit à l'acculturation irréversible, sous l'effet conjugué de la stagnation des productions locales et du besoin, dans le domaine alimentaire, de recourir à des achats extérieurs massifs de céréales (blé et riz), qui fournissent les calories les moins chères et tendent à l'occidentalisation des goûts. Certains, enfin, penchent pour la liberté, à l'instar des chercheurs en économie alimentaire dont les enquêtes apportent des éléments d'analyse nouveaux (10). Ils plaident ainsi pour la possibilité d'une réappropriation par les Africains de schémas de consommation d'inspiration locale. Ainsi, à Abidjan, les aliments importés sont incorporés dans un mode de préparation authentiquement africain, « à l'intérieur d'un cadre défini par la combinaison typique

(10) Voir notamment Akindes, Odunfa, Requier-Desjardins.



entre plat et sauce » (11). Mais les citoyens reviennent également aux produits vivriers locaux comme en témoigne l'engouement croissant pour le plantain. Rien ne permet donc de prévoir une évolution simple, les jeux ne sont pas faits. Il semble bien que les facteurs déterminants des choix des consommateurs soient à rechercher plutôt du côté des niveaux de revenus et de prix que par des soi-disant préférences pour les produits d'importation, qui répondent en réalité à bien d'autres motivations (voir plus loin).

## Choix du consommateur et dépendance extérieure

L'abus d'utilisation de données statistiques incertaines et incomplètes conduit à des interprétations hâtives, voire caricaturales, sur l'acculturation irréversible des consommateurs africains, notamment dans le domaine alimentaire. Ainsi, la croissance des importations de blé et de riz, exprimerait à la fois la dépendance extérieure aggravée de l'Afrique ainsi que la modification des préférences en faveur du modèle occidental. Cette analyse ne tient compte ni du poids relatif de l'achat d'aliments dans un commerce extérieur lui-même en forte expansion, ni surtout de la logique de fonctionnement du mécanisme. Car, d'une part, non seulement la part des achats alimentaires n'a pas augmenté depuis l'indépendance, mais elle a même diminué depuis quelques années, sous l'effet des mesures de réduction de la demande par les politiques d'ajustement structurel. Ainsi, les importations alimentaires de l'Afrique subsaharienne ne s'élèvent qu'à 16 % de l'ensemble des achats extérieurs en 1989, contre 17 % en 1965 (12) et même beaucoup moins qu'en 1951, où les importations alimentaires de l'AOF atteignaient le quart des importations totales de la Fédération (13). Par ailleurs, chacun devrait savoir que les motivations d'ordre financier, pour les ménages comme pour l'État, l'emportent sur toutes les autres considérations : l'État trouve dans l'achat extérieur, notamment du riz, de substantielles recettes et le consommateur s'y procure les calories les moins chères du marché.

Outre les motivations financières qui n'ont rien à voir avec des soi-disant préférences, les enquêtes récentes indiquent que les consommateurs peuvent préférer les produits locaux, dès lors que le revenu le permet. Ainsi, à Abidjan, le modèle akan (14) typiquement africain et forestier, semble s'imposer aux autres, avec une préférence pour le manioc et le plantain, au détriment des céréales. Fusillier (15) insiste sur le rôle du goût, qui pourrait expliquer « la relative désaffection des consommateurs abidjanais pour le maïs, du fait de ses conditions de préparation et de son image de marque » (reproche de ne pas rassasier, d'être fade, de mal se conserver ». Akindes (16) remarque le regain de faveur des Abidjanais pour la gastronomie ivoirienne, réhabilitée par les « maquis » (17) tenus par les femmes akan.

Au total, l'interprétation correcte de l'évolution des modèles actuels de consommation en Afrique exige donc bien d'autres preuves que la seule lecture des statistiques, d'autant que la réversibilité des tendances n'indique aucune régularité.

(11) Requier-Desjardins, 1989.

(12) Banque mondiale, 1991.

(13) *Annales africaines*, 1957.

(14) Les Akan, ensemble d'ethnies forestières de la Côte-d'Ivoire et du Ghana, ont pour base alimentaire les tubercules et le plantain.

(15) Fusillier, 1991.

(16) Akindes, 1990.

(17) Les maquis sont les restaurants populaires africains, où s'effectue notamment une part substantielle de la dépense alimentaire des Abidjanais.

## L'incertitude sur l'avenir des consommations africaines

Le fait que les conditions « normales » d'expression des besoins du consommateur ne soient pas réunies dans l'Afrique d'aujourd'hui interdit tout pronostic sérieux sur les recompositions qui s'effectuent. Pourtant, chacun sait que l'ancien ne reviendra plus, tant les conditions de vie et les aspirations ont changé, qu'il s'agisse des besoins alimentaires comme de l'accession aux consommations du progrès que sont l'instruction, l'amélioration des compétences techniques, etc.

Cependant, l'avènement des nouveaux consommateurs en Afrique est contrarié par les faibles performances économiques et l'extraversion qui interdit tout progrès et toute indépendance. La première condition du changement consiste, bien entendu, dans une rupture complète avec les orientations prises au moment des indépendances et dans la recherche d'une reconquête par l'Afrique de son propre marché intérieur qui passe par (et qui conditionne) l'intensification de son agriculture vivrière.

**Afrique  
contemporaine**  
Numéro spécial  
4<sup>e</sup> trimestre 1992

De nouveaux  
consommateurs ?

68

### ● Conclusion

Les écarts économiques et sociaux se sont creusés à l'intérieur de l'Afrique subsaharienne, ce qui interdit, malgré les traits communs, de faire référence à un seul modèle ou un seul statut de consommation qui caractérise la région.

Les nouveaux consommateurs existent bel et bien, mais nous ne les connaissons pas. Nous avons cependant essayé de lever quelques équivoques et d'éclairer le débat en cherchant au moins à identifier les lieux et les groupes de l'innovation. Le plus difficile consistera à définir les traits bien vivants de ces nouveaux consommateurs par des enquêtes de terrain qui font cruellement défaut en la matière.

### ● Abréviations et sigles

AOF	:	Afrique occidentale française.
ASS	:	Afrique subsaharienne.
BCEAO	:	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
OCDE	:	Organisation de coopération et de développement économiques.
PIB	:	Produit intérieur brut.
UMOA	:	Union monétaire ouest-africaine.

### ● Bibliographie.

Akines Francis : *Urbanisation et développement du secteur informel alimentaire en Côte-d'Ivoire, l'exemple d'Abidjan* ; ORSTOM 1990, 327 p., multigraphié.

Banque mondiale : *Rapports sur le développement dans le monde* ; Washington, 1986 et 1991.

BCEAO : « Aperçus sur l'évolution des opérations de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest : 1962-1969 » ; *L'économie ouest-africaine* n° 164, juillet 1969.

BCEAO : *Statistiques économiques et monétaires*.

Capet M. et Fabre J. : « L'économie de l'AOF depuis la guerre » ; *Annales africaines*, Paris 1957, pp. 135-195.

Durouflé Gilles : *Évolution et répartition des revenus en Côte-d'Ivoire* ; SEDES 1984, 167 p., multigraphié.

Durouflé Gilles : *L'ajustement structurel en Afrique* ; Karthala 1988, 205 p.

Fusillier Jean-Louis : *La filière maïs en Côte-d'Ivoire* ; CIRAD-IRAT 1991, 310 p.

Odunfa Alice : *Typologie et stabilité des comportements alimentaires : une approche par les transferts élargis en Côte-d'Ivoire* ; Paris 1992, 417 p., multigraphié.

Requier-Desjardins Denis : *L'alimentation en Afrique* ; Karthala 1989, 169 p.

---

**Afrique  
contemporaine**  
Numéro spécial  
4<sup>e</sup> trimestre 1992

---

permanences  
et mutations

---

69

Trimestriel N° 164 octobre-décembre 1992

# Afrique contemporaine

• Trente années

de l'Afrique

sous la direction de Jacques Alibert

La documentation Française

